



Strasbourg, 26 avril 2016

AP/CAT (2016) 03

**ACCORD EUROPÉEN ET MÉDITERRANÉEN SUR LES RISQUES MAJEURS
(EUR-OPA)**

Conférence internationale

**DÉVELOPPER UNE CULTURE DE PRÉVENTION À TRAVERS UNE MEILLEURE SENSIBILISATION
AUX RISQUES DE CATASTROPHES PARMIS LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS**

9 - 11 décembre 2015

Sofia (Bulgarie)

RAPPORT ET CONCLUSIONS

www.coe.int/euoparisks

M. Nikolov (Directeur de la Direction générale Sécurité incendie et Protection civile) souhaite la bienvenue aux participants (voir annexe 2) et forme des vœux pour la réussite de leur travail. Réitérant l'engagement de son pays en faveur de l'éducation et de la sensibilisation aux risques, il déclare que la politique bulgare a pour but de mieux préparer les enfants aux risques et que le ministère de l'Éducation élabore actuellement de nouveaux programmes d'enseignement à ce sujet.

ALLOCATIONS D'OUVERTURE

M. Tsipov (Vice-Ministre de l'Intérieur) déclare que sa présence montre clairement l'importance qu'attache le gouvernement bulgare à la sensibilisation des enfants et des jeunes aux risques, tous les gouvernements ayant le devoir de protéger la vie des individus. Une meilleure préparation est la clé de la résilience et c'est pourquoi il est essentiel de développer une culture de la prévention parmi les jeunes.

Mme Spasova (Directrice, Direction des droits de l'homme, Ministère des Affaires étrangères) note que cette conférence est l'un des premiers événements à avoir lieu pendant la Présidence de la Bulgarie, qui a commencé le 20 novembre. La protection des droits fondamentaux en Europe est en effet le thème principal de la Présidence de la Bulgarie et l'ouverture de la conférence coïncide avec la Journée des droits de l'homme.

Parmi les divers domaines abordés, la Présidence de la Bulgarie se focalisera en particulier sur trois objectifs principaux :

1. la protection des droits de l'enfant ;
2. la protection des médias à l'égard de toute influence extérieure ;
3. la protection des groupes vulnérables grâce à des sociétés plus inclusives.

Elle souligne qu'investir dans les enfants, c'est investir dans l'avenir et exprime son soutien à la nouvelle Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021). Elle conclut en déclarant que la conférence constitue, à son avis, une bonne opportunité d'identifier à la fois les propositions d'action et les mesures pratiques concernant la sensibilisation des enfants aux risques.

M. Pla (Secrétaire exécutif adjoint de l'Accord EUR-OPA Risques Majeurs) remercie la Présidence bulgare du Conseil de l'Europe pour son aide dans l'organisation de la conférence qui a permis de rassembler un large éventail d'experts de treize pays. Il reconnaît que les catastrophes naturelles et technologiques représentent une menace particulière pour les enfants, menace qui est souvent négligée car ses conséquences (heureusement) se matérialisent rarement.

Il félicite la Bulgarie pour son engagement à accroître la sensibilisation des enfants et des adolescents, engagement que partage l'Accord EUR-OPA depuis sa création en 1987. Lorsque l'on examine les moyens de protéger les groupes de population les plus vulnérables contre les risques, en particulier les enfants qui présentent des besoins physiques et psychologiques spécifiques, une approche spéciale est requise pour les aider à mieux faire face aux catastrophes.

Une gamme d'expériences diverses contribueront à notre réflexion commune sur les moyens d'améliorer la préparation des enfants aux catastrophes. Un temps important sera consacré à identifier les méthodes prometteuses pour le développement d'une culture de la prévention à l'aide de propositions pratiques. Parvenir à une coopération suffisante entre les différents acteurs (élèves, enseignants, directeurs d'écoles, protection civile, parents, par exemple), sur la base d'objectifs clairement définis, est indispensable pour améliorer la sécurité de nos sociétés en général et des enfants en particulier.

EXPOSÉS

On trouvera les versions complètes des exposés sur la [page web](#) spécifique.

Session 1 : Améliorer la sensibilisation à l'école

Georgi PETROV (Direction des infrastructures critiques et de la prévention, Direction générale Sécurité incendie et Protection civile, Ministère de l'Intérieur, Bulgarie) présente un exposé sur les activités de prévention développées par les autorités bulgares à l'intention des enfants et des jeunes. Divers jeux et jeux de rôle portant sur la protection contre les catastrophes ont déjà été introduits dans les maternelles et un enseignement sur la protection contre les catastrophes est dispensé en classe.

Deux fois par an, un enseignement spécial sur la sécurité incendie et la protection contre les catastrophes et des exercices d'évacuation en temps réel sont organisés dans toutes les écoles. La sensibilisation en dehors de l'école s'appuie sur des activités de formation et des concours comme par exemple :

- le mouvement de jeunes pompiers (auquel participent des jeunes de 12 à 16 ans) ;
- un concours international de dessins pour enfants sur le thème « J'ai vu la catastrophe de mes propres yeux » ;
- un concours national pour les élèves des écoles sur le thème « Protection contre les catastrophes, les incendies et les situations d'urgence » ;
- des semaines sur la protection contre les incendies.

Le cadre légal et les activités associées contribuent aussi à promouvoir un environnement scolaire sûr.

Dans son exposé, **Christos ANTONIADES (Ministère de l'Éducation, Chypre)** décrit la coopération entre les autorités de protection civile et le ministère de l'Éducation à Chypre, en particulier au sujet de la préparation aux tremblements de terre dans les écoles. Blessures et dommages peuvent être réduits ou évités si des mesures de préparation adéquates sont prises :

- étude de l'impact des séismes sur les écoles ;
- préparation et engagement préalables du personnel ;
- connaissance des mesures à prendre avant et après un tremblement de terre et exercices pratiques de préparation.

Les exercices de préparation aux tremblements de terre sont le type le plus important de préparation et ne coûtent rien. Mettre en pratique ce qu'ils ont appris aide les élèves à se rappeler ce qu'ils doivent faire au moment critique. Des visites régulières dans les écoles sont essentielles pour :

- inspecter le matériel d'urgence, les extincteurs, etc. ;
- dispenser une formation à la sécurité et aux premiers soins ;
- aider à mettre en place ou actualiser les procédures/plans d'évacuation (avec des directives spécifiques pour les élèves handicapés et les élèves présentant des besoins spéciaux).

Biljana CULAFIC (Directrice de l'École élémentaire Vlado Milic de Podgorica, Monténégro) souligne l'importance de l'organisation de formations sur la réduction des risques de catastrophes (RRC) pour les enseignants. Elle décrit les trois formations internationales organisées en Croatie sous l'égide de la DPPI-SEE à l'intention des enseignants (principalement les enseignants de géographie) et des directeurs d'école de la région pour les informer des risques (définitions, organisation, etc.) et se servir de ces connaissances pour concevoir des outils pratiques en vue des activités scolaires consacrées à la RRC.

Elle présente également des informations sur les mesures prises au Monténégro par :

- la Direction des mesures d'urgence, qui a présenté des exposés et organisé des écoles d'été sur les catastrophes, établi des plans d'évacuation, organisé des exercices et publié un manuel ;
- le ministère de l'Éducation, qui a introduit six thèmes concernant la RRC (situations d'urgence, risques géologiques, risques hydrométéorologiques, incendies, système de protection et de sauvetage, prévention des catastrophes et préparation) dans plusieurs matières scolaires (géographie, enseignement technique, biologie, par exemple) à différents niveaux.

Tommaso PIACENTINI (Département d'ingénierie et de géologie, Université G. d'Annunzio de Chieti Pescara, Italie) présente le travail de RRC mené par des universitaires dans les écoles italiennes selon :

- l'âge : de l'école primaire à l'école secondaire (et aussi pour les enseignants) ;
- le sujet traité : dangers et risques géologiques et hydrométéorologiques ;
- le type d'activité : leçons, sorties éducatives, jeux internet, remise de prix, par exemple ;
- les personnes impliquées : depuis les petits projets concernant une seule classe jusqu'aux grands projets impliquant plusieurs écoles.

Au niveau du primaire, les activités comprennent : leçons et séminaires, visites de musée, laboratoires de terrain et livres faciles à comprendre pour les enfants et les écoles, tandis qu'au niveau du secondaire sont aussi organisées d'autres initiatives comme « Géologue d'un jour » (sur des thèmes comme l'érosion du littoral, les glissements de terrain ou les inondations) ou l'Observatoire scientifique-technique (cours, laboratoire, sorties éducatives). UNIJUNIOR (une « université » régionale pour les 8 à 14 ans) a été suivie par un millier d'élèves du primaire et du secondaire et des formations ont aussi été organisées à l'intention des enseignants sous la forme de cours, de séminaires, de sorties et de livres.

Les cours de géologie offrent des possibilités d'éducation civique et de développement d'une culture de la prévention des catastrophes parce qu'ils incitent les enfants à tourner leur regard vers l'intérieur de la planète. Le travail mené par des universitaires dans les écoles et l'éducation des jeunes pourraient servir de « pont » au niveau international en aidant à diffuser des informations sur les dangers et les risques parmi les familles et le grand public : accroître la sensibilisation à la prévention dès un jeune âge est essentiel aux fins de la viabilité future de l'Europe.

Session 2 : Améliorer la sensibilisation en dehors de l'école

Milena IVANOVA (Spécialiste de l'éducation aux premiers soins et à la santé, Croix Rouge bulgare/Croix Rouge bulgare pour la Jeunesse) décrit les activités de formation aux premiers soins et de sensibilisation et de préparation aux risques de catastrophes développées par la Croix Rouge bulgare. Fournir aux enfants une formation aux premiers soins est l'une des priorités principales de la Croix Rouge bulgare pour la jeunesse. Le rôle des équipes de premiers soins (266 équipes d'enfants âgés de 12 à 14 ans) s'est révélé crucial. Les concours régionaux et nationaux sont un facteur clé de motivation en vue de la participation future aux Équipes d'urgence de jeunes.

Les Équipes d'urgence de jeunes opèrent dans le cadre de la Croix Rouge bulgare et font aussi partie du cadre institutionnel plus général du pays pour la préparation aux catastrophes. Une vingtaine d'équipes (comprenant entre cinq et vingt volontaires bien formés âgés d'au moins 18 ans) sont réparties sur l'ensemble du pays ; leurs activités sont axées sur les trois domaines suivants :

- avant une catastrophe : activités de préparation telles qu'exposés, démonstrations et simulations à l'école et dans d'autres institutions, et diffusion d'information parmi le grand public ;
- pendant une catastrophe : participation aux activités de secours et d'hébergement, collecte de données sur la population affectée et évaluation de ses besoins, services de premiers soins et de soutien psychosocial, si nécessaire ;
- après une catastrophe : aide à la communauté locale pendant le processus de reconstruction.

Même si elles ne participent pas directement aux opérations de secours pendant une catastrophe, les Équipes d'urgence de jeunes soutiennent les activités des équipes de secours professionnelles dans la « zone verte » de la catastrophe, c'est-à-dire sur sa périphérie ; en 2014, elles ont joué un rôle très important dans la fourniture d'aide humanitaire aux victimes des inondations.

Marinos PAPAPOULOS (Défense civile, Chypre) souligne l'importance des ressources internet pour informer le public des dangers, en prenant pour exemple l'initiative *BeSafeNet*. Ce site web vise à fournir aux enseignants un outil éducatif axé sur la prévention des risques, la préparation, la réponse immédiate et la réhabilitation. Il cherche à promouvoir une culture de la sécurité, en remplaçant la peur par une attitude de préparation, au moyen d'un outil interactif multilingue bénéficiant des contributions des usagers.

Les risques ont été répartis en trois catégories (risques naturels, risques technologiques et risques spécifiques) avec une structure identique pour les trois, à savoir une douzaine de questions prédéfinies accompagnées des réponses correspondant à différents niveaux. L'information est actuellement fournie en cinq langues : anglais, français, russe, italien et grec. Le site web pourra être promu dans les écoles des pays concernés et les utilisateurs pourront y contribuer en suggérant des matériaux ou exercices supplémentaires.

Salina KABULOVA (Chef du Service des relations internationales, Union russe des secouristes, Fédération de Russie) décrit les initiatives de RRC en direction des enfants qui ont été développées par l'Union russe des secouristes à l'intérieur de la Fédération de Russie. Plus de 5,5 millions d'enfants participent à 25.000 activités nationales et internationales organisées chaque année par le secteur jeunesse de l'organisation – « L'école de la sécurité » –, y compris dans des domaines spécialisés comme la lutte contre les incendies ou le sauvetage en eau, par exemple.

« L'école de la sécurité » est une composante pratique de l'enseignement de base sur la santé et la sécurité dispensé dans les écoles russes, qui comprend trois niveaux (7 à 10 ans, 11 à 14 ans et 15 à 18 ans). Un camp international organisé en Russie du 31 juillet au 10 août 2015 et offrant une formation de base aux opérations de recherche et de sauvetage en milieu urbain a rassemblé quinze équipes de dix pays qui ont pu échanger leurs expériences, se familiariser avec les technologies de sauvetage et découvrir ce que veut dire travailler dans une équipe de secours plurinationale.

Le corps de cadets (organisation de jeunesse de l'Union russe des secouristes) dispose de 53 sections régionales en Russie et compte plus de 12 000 volontaires. Les jeunes secouristes suivent une formation constante et sont capables de répondre de manière professionnelle à n'importe quel type de situation d'urgence, en secourant et protégeant les personnes et les biens, en faisant un travail d'information et en guidant l'application des politiques et mesures de RRC. Leurs capacités à innover et aussi à former leurs familles et l'ensemble du public aux moyens de réduire les risques de catastrophes en font des acteurs crédibles de la gestion des risques de catastrophes au niveau local et national, y compris l'évaluation des risques et la planification, le contrôle et l'évaluation de la gestion des risques de catastrophes.

Kolio KOLEV (Directeur du Centre européen pour la prévention des risques, Sofia, Bulgarie) décrit le rôle potentiel de la brochure *Basic knowledge of nuclear hazards* pour sensibiliser les enfants et les jeunes, en particulier dans les régions situées à proximité de centrales nucléaires. S'appuyant sur les leçons tirées des accidents de Tchernobyl et de Fukushima, cette brochure cherche à mettre en évidence les dangers réels liés aux incidents radiologiques, en indiquant aux lecteurs les mesures à prendre dans l'éventualité d'un tel incident.

Mettant à profit l'expertise de plusieurs pays, la brochure a été distribuée à un certain nombre d'autorités nationales afin d'en promouvoir l'utilisation dans les régions situées à proximité de centrales nucléaires. Elle pourrait aussi servir de base à la préparation des enfants et des jeunes à ce risque particulier sans provoquer de craintes inutiles, en fournissant des conseils de base sur les mesures adaptées à prendre.

Session 3 : Promouvoir la sécurité à l'école

Yelena BADALYAN (Centre scientifique et éducatif interrégional européen sur la gestion des risques majeurs, Erevan, Arménie) examine la question de la sécurité à l'école et des moyens les plus adaptés pour atteindre les enfants : tests de sécurité dans les écoles et formations spécifiques pour enfants, par exemple. Pendant les heures d'école, les personnes travaillant à l'intérieur des établissements scolaires (enseignants, membres de l'administration scolaire) seront les premières appelées à réagir en cas de situation d'urgence. Les parents ont besoin de savoir que les enseignants, les membres de l'administration scolaire et leurs enfants ont reçu une formation adéquate et sont capables de répondre de manière appropriée à différents types d'urgences.

L'organisation de tests spéciaux est décrite comme un moyen d'assurer la préparation aux catastrophes à l'école et dans d'autres institutions éducatives et de favoriser la sensibilisation, en permettant au personnel des écoles, aux enseignants, aux élèves et aux parents de réagir de manière appropriée dans l'éventualité d'une urgence au niveau local. Ces tests ouvriront la voie à des recommandations sur les moyens de réduire la vulnérabilité des écoles, d'améliorer la capacité du personnel et de l'administration scolaires à prendre des mesures appropriées en cas d'urgence, et de passer en revue et d'actualiser les plans de préparation aux catastrophes, en indiquant aussi comment apprendre aux parents à reconnaître les risques et à prendre des mesures préventives afin de réduire les risques pour leurs enfants.

Garry de la POMMERAI (Président honoraire du Groupe de travail sur les codes de construction, UNESCO, Royaume-Uni) présente l'Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et pour la résilience dans le secteur de l'éducation (GADRRRES), une initiative des Nations Unies visant à développer des stratégies mondiales pour assurer la sécurité des établissements éducatifs dans le cadre de l'Initiative mondiale pour une école sûre (WISS).

WISS est une initiative impulsée à l'échelon national qui vise à soutenir et à motiver le développement d'écoles sûres au niveau mondial sur la base des quatre piliers de la sécurité scolaire. Les partenaires de l'Alliance mondiale soutiennent une approche collective et coordonnée de la sécurité scolaire au moyen d'un ensemble d'outils de soutien technique. Les objectifs sont les suivants : susciter un engagement politique autour de la question de la sécurité scolaire, soutenir les gouvernements en faisant de la sécurité scolaire une priorité des stratégies nationales de réduction des risques de catastrophes ou des plans d'éducation à ce sujet, fournir l'aide technique et l'expertise spécifique demandées par les gouvernements en relation avec les quatre piliers de la sécurité scolaire, et promouvoir les bonnes pratiques, l'expertise et les réalisations des gouvernements dans la mise en œuvre de mesures de sécurité scolaire en vue de leur réplique éventuelle dans d'autres pays ou régions.

L'Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et pour la résilience dans le secteur de l'éducation et le Cadre global pour la sécurité des écoles définissent une « école sûre » comme une école combinant TOUS les critères suivants :

- équipements d'apprentissage sûrs (infrastructure résiliente aux catastrophes : évaluation des risques et des vulnérabilités) ;
- gestion des catastrophes au niveau de l'école (mesures de préparation, constitution de stocks, exercices de préparation et de simulation, évacuations, etc.) ;
- réduction des risques de catastrophe et éducation à la résilience (intégration de la réduction des risques de catastrophe dans le curriculum scolaire).

Les résultats attendus sont les suivants :

- participation d'au moins dix gouvernements comme « leaders en matière de sécurité à l'école » ;
- évaluation préliminaire d'au moins 100.000 écoles au moyen d'initiatives d'externalisation ouverte ;
- augmentation de la demande sociale en vue d'écoles sûres, en particulier de la part des enfants eux-mêmes et des communautés locales ;
- développement d'une plateforme numérique sur la sécurité à l'école, en tant qu'outil collaboratif de contrôle sur le web, pour recueillir des données et suivre les progrès obtenus au niveau mondial dans la mise en œuvre de la sécurité à l'école ;
- reconnaissance de la sécurité à l'école comme une priorité dans le cadre post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe et dans les déclarations politiques des plateformes régionales ;
- soutien des partenaires régionaux au développement d'outils et de normes pour la sécurité des écoles et à la mise en œuvre coordonnée de l'Initiative mondiale pour une école sûre sur le terrain.

DISCUSSIONS EN GROUPE

Groupe de discussion 1 : Améliorer la sensibilisation à l'école

En ce qui concerne les activités à l'intérieur de l'école, les approches adoptées jusqu'ici semblent assez similaires d'un pays à l'autre. L'inclusion de la RRC dans le curriculum scolaire est importante pour qu'un apprentissage de ce type devienne obligatoire mais :

- il est difficile d'imposer l'éducation à la RRC à cause du manque de temps disponible ;
- l'enseignement fourni à cet égard est souvent trop limité pour être d'une valeur quelconque ;

- des outils pratiques manquent encore pour le mettre en œuvre.

La meilleure alternative semble être de motiver les enseignants, car c'est là le meilleur moyen d'atteindre un plus grand nombre d'élèves. Les directeurs d'école ont aussi un rôle important à jouer pour soutenir les initiatives des enseignants et surmonter tout obstacle à cet égard. L'expérience d'autres pays en matière de sensibilisation peut être utile car elle fournit aux écoles des exemples concrets sur lesquels s'appuyer.

La sensibilisation doit être introduite via diverses matières scolaires et sur plusieurs années, afin d'en accroître l'impact global :

- les matières concernées par la RRC devraient être promues de manière à en faire un thème réellement transversal à l'école ;
- une stratégie détaillée d'enseignement des élèves de différents âges devrait être introduite afin de développer une véritable culture de la sécurité.

Avec les groupes d'âge les plus jeunes, il est préférable de focaliser l'enseignement dispensé aux enfants sur ce qu'il faut faire en cas de catastrophe. Dans les établissements préscolaires, des jouets simples tels que jeux, démonstrations pratiques, etc. pourraient être utilisés. La description des dangers et l'information sur les mesures de réduction des risques devraient être introduites plus tard car il s'agit de sujets plus complexes.

Le but principal est de développer la capacité des enfants à comprendre et traiter les risques, non de susciter la peur. Se focaliser principalement sur les risques locaux permet plus facilement d'intéresser les enfants et l'enseignement peut ensuite être élargi de manière à inclure d'autres risques susceptibles d'apparaître lorsque l'on voyage dans d'autres régions et/ou pays.

Les enseignants doivent être soutenus dans ce processus au moyen de :

- une plus grande visibilité de la RRC (médias) afin de la rendre plus socialement pertinente ;
- une formation à ce sujet pour développer les compétences :
 - en incluant la RRC dans la formation initiale des enseignants (point essentiel pour la durabilité),
 - en introduisant le sujet dans la formation professionnelle (obligatoire) ;
- l'utilisation de matériaux pédagogiques adaptés à l'âge des enfants :
 - en allant au-delà des directives générales,
 - en se concentrant sur les outils et non sur les recommandations,
 - en se servant plus fréquemment des nouvelles technologies ;
- la volonté d'impliquer activement les élèves dans la stratégie :
 - en traitant la prévention comme un moyen de faire de la RRC une question quotidienne (cf. adaptation au changement climatique et environnement),
 - en encourageant les enseignants à guider les recherches des élèves en ligne pour les aider à trouver les sites utiles,
 - en promouvant les activités concurrentielles qui favorisent la coopération.

Les parents devraient aussi être mieux informés car ils constituent une source majeure de soutien à de telles initiatives.

Groupe de discussion 2 : Améliorer la sensibilisation en dehors de l'école

Les exposés précédents ont déjà présenté certaines activités pionnières intéressantes en dehors de l'école :

1. l'organisation de camps d'été pour enfants consacrés à la sécurité, la RRC, les premiers soins, etc. ;
2. la promotion d'écoles d'été internationales/nationales/régionales ;
3. les compétitions de scouts, les concours.

Un large éventail d'organisations pourraient participer à la promotion de ces initiatives : des ONG nationales et internationales, des organisations gouvernementales et des autorités locales, ainsi que les écoles elles-mêmes et même le secteur privé.

Un autre point qui mérite d'être souligné est l'attrait des outils basés sur l'internet pour les jeunes. Outre les sites web traditionnels (*Prevention Web* ou *BeSafeNet*, par exemple) comme sources d'information principales, les médias

sociaux sont perçus comme moins institutionnels et l'aspect plaisant des jeux électroniques pourrait aider les élèves à assimiler certaines informations essentielles.

L'adoption de nouveaux outils de ce type requiert une approche nouvelle lors de la préparation des matériaux associés. Les images, courts-métrages, exposés, exercices pratiques, films d'animation, dessins animés, jeux et concours extérieurs sont des outils bien plus efficaces que le simple texte.

Bien que l'internet soit un outil essentiel pour atteindre les enfants, s'appuyer uniquement sur des outils virtuels présente des dangers. Le soutien direct lors de l'utilisation de ces outils est crucial car l'internet n'est pas immunisé contre les informations inexactes et/ou les erreurs d'interprétation. Il est donc important que les outils de cyber-apprentissage soient conçus par des professionnels.

Il convient de noter aussi que, dans les pays moins développés, les enfants n'ont pas toujours accès à l'internet et il faut donc trouver d'autres moyens (plus traditionnels) pour les atteindre : en pareils cas, le soutien direct est encore plus important.

La participation des parents à l'amélioration de la sensibilisation aux risques est aussi une possibilité à explorer mais les parents doivent être formés avant de pouvoir former à leur tour les enfants.

Les organisations internationales pourraient jouer un rôle majeur dans des activités comme les camps internationaux, en particulier au moyen d'échanges entre experts et formateurs. Leur contribution pourrait également être importante dans les domaines suivants : partage d'information, échange de connaissances, organisation de séminaires et production de nouveaux matériaux.

Les nouveaux matériaux doivent être intéressants, faciles à utiliser et adaptés au groupe d'âge concerné. Des activités de formation utilisant ces nouveaux matériaux devront aussi être organisées de façon régulière afin d'assurer la transmission de leur contenu.

Groupe de discussion 3 : Sécurité à l'école

Il est nécessaire d'identifier les activités innovantes et diverses parties prenantes devraient être impliquées dans ce processus : Nations Unies, ONG nationales et internationales, initiatives scolaires nationales, enseignants, enfants, parents, directeurs d'école, etc.

L'évaluation des risques dans les équipements éducatifs est cruciale mais elle est plus facile à réaliser dans les petits pays que dans les pays de grande taille où les écoles se trouvent parfois dans des régions distantes et isolées. Des tests simples devraient être effectués afin d'évaluer rapidement l'ensemble des risques potentiels. Cela implique une approche de bas en haut, en confiant une fonction d'« alerte rouge » aux enseignants, au personnel d'entretien, aux élèves et aux parents.

L'utilisation des bâtiments doit être prise en compte dans l'évaluation des risques, en particulier lorsque des changements importants sont intervenus par rapport à la destination première des bâtiments. Les risques liés à l'environnement autour des écoles doivent aussi être soigneusement examinés car ils peuvent affecter les voies d'évacuation, les points de regroupement, les accès d'urgence (matériel de feux d'artifice, entreposage de pneus, etc.).

Le rôle de l'administration scolaire est crucial pour toutes les questions de sécurité. Elle doit coordonner les activités de RRC et les exercices, par exemple, et veiller à la formation effective de ses équipes, en assurant la liaison avec les autorités compétentes. Les plans de gestion des catastrophes doivent faire partie de la planification des urgences et contribuer à la réduction des risques.

Une personne contact spécifique est évidemment nécessaire pour traiter toutes ces questions ; cette personne pourra aussi jouer un rôle de coordination, en déléguant certaines fonctions aux membres les mieux indiqués de l'équipe de gestion des catastrophes. Les exercices constituent un outil important mais ils reposent sur la perception actuelle du nombre et du type de risques. Pour être pleinement efficaces, ils doivent être adaptés à différents types d'événements.

Ici encore, les organisations internationales pourraient jouer un rôle spécifique en tant que sources d'outils, d'expertise et d'expérience. Elles pourraient aussi apporter des fonds et soutenir l'externalisation ouverte afin d'assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité nécessaires.

DISCUSSION GÉNÉRALE ET CONCLUSIONS

Sur la base des conclusions des trois groupes, telles qu'exposées par un représentant de chaque groupe, une discussion plus générale a lieu au sujet du type d'actions à promouvoir à l'avenir.

Sur la sensibilisation à l'école

Pour avoir un impact réel, il est nécessaire de former des formateurs qui pourront ensuite transmettre le message à un public plus large. Au sein de la communauté scolaire, les enseignants et les directeurs d'école pourraient jouer un rôle moteur à cet égard, en prenant pour thème central le bien-être et la sécurité des écoles.

La formation sera d'autant plus efficace qu'elle s'accompagnera ou s'appuiera sur un cadre légal sous forme de normes et de règlements nationaux. Pour assurer la mise en œuvre adéquate de la formation, les ministères de l'éducation auront aussi besoin d'outils de suivi et de contrôle de l'enseignement de RRC.

Comme la législation européenne sur la santé et la sécurité existe déjà, le plus simple sera de lier l'évaluation des risques au cadre légal existant. La protection des travailleurs pourrait servir de biais à l'introduction de la RRC dans les écoles, chaque directeur d'école étant légalement tenu de protéger son personnel (et les autres personnes qui utilisent les locaux scolaires).

Les parents pourront jouer le rôle de catalyseurs mais, si l'on en juge par l'expérience chypriote, la distribution de tracts et la tenue de réunions ne sont pas le meilleur moyen de faire participer les parents. Il est préférable de les inviter à participer à des activités spécifiques (exercices d'évacuation, sorties éducatives, par exemple) et de maintenir la liaison avec les associations de parents pour assurer leur participation à long terme.

Une autre approche potentiellement utile serait d'obtenir la participation de personnes ayant déjà été impliquées dans des activités de sensibilisation. Il sera également crucial d'inviter les médias et des hommes politiques aux activités prévues afin d'accroître la visibilité des questions de prévention.

Il importe aussi de s'appuyer sur les institutions internationales pour organiser des échanges et constituer des groupes d'écoles pour combattre l'isolement et augmenter l'efficacité, en mettant à profit les dispositifs de soutien existants. L'organisation de concours semble aussi un moyen très efficace de sensibiliser les enfants et les jeunes aux risques.

Les thèmes de la RRC pourront aussi être introduits dans les programmes scolaires en les intégrant aux activités de sensibilisation au changement climatique déjà promues dans les écoles. En effet, pour être pleinement efficaces, même si le lien peut sembler assez ténu, les thèmes de la RRC devront être incorporés à diverses matières scolaires (histoire, physique, par exemple), afin de permettre aux enfants d'acquérir une vision d'ensemble.

Sur la sensibilisation en dehors de l'école

Il importe de mettre à profit les initiatives d'« éducation informelle » existant dans diverses structures/pays pour promouvoir des activités positives de sensibilisation aux risques.

Les vacances scolaires sont longues et les parents travaillent souvent pendant cette période : les enfants passent une partie de ce temps libre dans des structures extérieures à l'école, ce qui offre la possibilité d'organiser des activités de RRC. Des initiatives de plus longue durée (plusieurs jours ou semaines) pourraient aussi être envisagées pendant les vacances d'été, par exemple des écoles d'été ou des camps de vacances portant sur des sujets liés à la RRC. L'organisation de sorties éducatives pour visiter des sites dangereux est aussi un bon moyen de montrer concrètement non seulement les causes des dangers mais aussi leurs conséquences potentielles.

Les matériaux utilisés dans les activités extrascolaires de ce type devront être plus attrayants : ils devront être adaptés à l'âge des enfants et des jeunes, faciles à utiliser et à comprendre et privilégier par exemple les images ou films d'animation (dessins animés et courts-métrages) et les jeux (électroniques ou de plein air) comme moyens plus attrayants de transmettre le message de sensibilisation.

Les grands-parents peuvent aussi être une source d'information utile sur les catastrophes passées ; ils peuvent susciter l'intérêt des enfants par des méthodes bien différentes de celles utilisées par les enseignants professionnels.

Les grands-parents sont en fait un réservoir d'expériences et des exemples vivants de l'application pratique des connaissances. Dans beaucoup de cas, le processus d'apprentissage est plus important que le contenu même de l'apprentissage.

Sur la sécurité à l'école

L'évaluation des risques dans les écoles doit être effectuée de façon régulière et systématique. Bien que généralement réalisée par des professionnels, cette évaluation bénéficiera grandement d'une approche de bas en haut pour identifier les risques émergents. Les parents, dont beaucoup ont eux-mêmes utilisé les équipements scolaires dans le passé, auront aussi un rôle à jouer dans l'évaluation des risques au jour le jour.

La construction des bâtiments est évidemment un facteur déterminant à prendre en compte lors de la définition des mesures de sécurité à l'école. L'environnement immédiat de l'école doit aussi être pris en considération. L'administration scolaire devant s'occuper des questions générales de sécurité, il est essentiel de créer une équipe pour la préparation et la réponse aux catastrophes potentielles.

Le besoin d'un plus grand nombre d'activités sur mesure est également souligné. Les exercices d'évacuation doivent être adaptés à chaque risque spécifique et de faible amplitude, mais des événements plus fréquents devraient aussi être envisagés. Bien que moins nombreuses que dans les pays en développement, les écoles isolées et leurs besoins spécifiques devraient aussi être pris en compte en Europe.

Conclusions générales

Pour résumer les diverses contributions et discussions, les organisateurs présentent aux participants un ensemble de conclusions pour approbation (voir annexe 3).

Antoaneta Boycheva remercie au nom des autorités bulgares l'ensemble des intervenants pour leurs riches exposés et pour les discussions fructueuses qu'ils ont suscitées parmi les participants. Elle réitère l'engagement des autorités bulgares à développer la sensibilisation parmi les enfants et espère que de nouveaux progrès pourront être réalisés en ce domaine sur la base des conclusions de la conférence.

Le Secrétariat exécutif de l'Accord remercie également, au nom de tous les participants, les autorités bulgares pour leur accueil et indique qu'il utilisera les conclusions de la conférence dans la poursuite de son travail à long terme sur la sensibilisation des enfants et des jeunes. Il sera nécessaire à cet égard d'être mieux informé de ce que font les États membres, afin de s'appuyer sur les bonnes pratiques existantes et de combler les lacunes éventuelles.

ANNEXE 1 : ORDRE DU JOUR

MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2015

09h00-18h00 Arrivée des participants

19h30-22h30 ***Dîner de bienvenue***

JEUDI 10 DÉCEMBRE 2015

09h00-9h30 Enregistrement

09h30-10h00 Allocutions d'ouverture :

- M. Krasimir TSIPOV, Vice-Ministre de l'Intérieur, Bulgarie
- M. Nikolay NIKOLOV, Directeur, Direction générale Sécurité incendie et Protection civile, Ministère de l'Intérieur, Bulgarie
- Mme Maria SPASOVA, Directrice, Direction des droits de l'homme, Ministère des Affaires étrangères, Bulgarie
- M. Francesc PLA, Secrétaire exécutif adjoint de l'Accord EUR-OPA Risques Majeurs, Conseil de l'Europe

10h00-10h30 ***Pause-café et photo de groupe***

10h30-11h30 **Exposés - Session 1 : Améliorer la sensibilisation à l'école**

- ❖ Georgi PETROV, Direction des infrastructures critiques et de la prévention, Direction générale Sécurité incendie et Protection civile, Ministère de l'Intérieur, Bulgarie
Activités préventives avec les enfants et les jeunes
- ❖ Christos ANTONIADES, Ministère de l'Éducation, Chypre
Coopération entre les autorités de protection civile et le ministère de l'Éducation à Chypre
- ❖ Biljana CULAFIC, Directrice de l'École élémentaire *Vlado Milic* de Podgorica, Monténégro
Formation des enseignants à la réduction des risques de catastrophe
- ❖ Tommaso PIACENTINI, Département d'ingénierie et de géologie, Université *G. d'Annunzio* de Chieti Pescara, Italie
Le travail des universitaires dans les écoles : études de cas en Italie

11h30-12h30 **Session 2 : Améliorer la sensibilisation en dehors de l'école**

- ❖ Milena IVANOVA, Spécialiste de l'éducation aux premiers soins et à la santé, Croix Rouge bulgare / Croix Rouge bulgare pour la Jeunesse
Formation et participation des enfants et des jeunes aux premiers soins et aux activités de sensibilisation et de préparation aux catastrophes

- ❖ Marinos PAPADOPOULOS, Défense civile, Chypre
Ressources internet sur les risques : l'initiative BeSafeNet
- ❖ Zalina KABULOVA, Chef du Service des relations internationales, Union des secouristes de Russie, Fédération de Russie
« L'école de la sécurité » : développer une culture de la sécurité et de la résilience. Les initiatives de RRC en direction des enfants du mouvement de jeunesse panrusse de l'Union des secouristes de Russie
- ❖ Kolio KOLEV, Directeur du Centre européen pour la prévention des risques (ECRP), Sofia, Bulgarie
Connaissances de base sur les risques nucléaires : les leçons de Tchernobyl et de Fukushima

12h30-14h00 **Déjeuner**

14h00-15h00 **Session 3 : Promouvoir la sécurité à l'école**

- ❖ Yelena BADALYAN, Centre scientifique et éducatif interrégional européen sur la gestion des risques majeurs (ECRM), Erevan, Arménie
La sécurité à l'école : comment sensibiliser les enfants
- ❖ Garry de la POMMERAI, Président honoraire du Groupe de travail sur les codes de construction, UNESCO, Royaume-Uni
L'Alliance mondiale GADRRRES : stratégies mondiales pour des équipements éducatifs sûrs

15h00-15h30 **Pause-café**

15h30-17h00 Trois groupes de discussion sur les thèmes de la session

17h30-19h30 Visite du centre de Sofia

20h00-22h00 **Dîner officiel**

VENDREDI 11 DÉCEMBRE 2015

09h30-10h30 Présentation des conclusions des groupes de discussion

10h30-11h30 Discussion générale sur les conclusions de la conférence

11h30-12h00 Clôture de la conférence

12h00-13h00 **Déjeuner**

13h00 Départ

Annexe 2 : Liste des participants

ALBANIA

Ms. Dea DRAGOTI

Coordinator at the Anti-Trafficking Directorate
Ministry of Internal Affairs
"Skënderbej" Square, No.3, Tirana, Albania
Tel: +355 69 7299 878
Email: dea.dragoti@punetebrendshme.gov.al

ARMENIA

Ms. Yelena BADALYAN

European Interregional Scientific and Educational Centre on Major Risk Management
23 Nalbandyan Str., 0001 Yerevan, Armenia
Tel: +374 91 23 00 37
Email: ecrmeurope@gmail.com

CROATIA

Ms. Natasa HOLCINGER

National Protection and Rescue Directorate
Civil Protection Sector
Nehajska 5
10 000 Zagreb, Croatia
Tel. +385-1-3855 932 / Fax: +385-1-3855 935
Email: natasa.holcinger@duzs.hr

CYPRUS

Mr. Marinos PAPADOPOULOS

Senior Civil Defence Officer
Cyprus Civil Defence
Ministry of Interior, Paphos, Republic of Cyprus
E-mail: mpapadopoulos@cd.moi.gov.cy

Mr. Christos ANTONIADES

Health, Safety Civil Defence Coordinator
Ministry of Education and Culture
Cyprus
Email: christos.antoniades@gmail.com

GEORGIA

Ms. Sophiko BERIDZE

Head of the North Atlantic Integration Unit
Ministry of Internal Affairs
38 Noe Ramishvili, 0190 Tbilisi, Georgia
Tel: +995 32 241 87 69; Mobile: +995 577 22 45 99
E-mail: sophiko_beridze@mia.gov.ge

Ms. Anastasia ZURABISHVILI

Senior Specialist of Natural and Anthropogenic
Hazards Management Division
Ministry of Environment and Natural Resources Protection of Georgia
6 G. Gulua Str., 0114 Tbilisi, Georgia
Tel: +995 322 72 72 63 / Mobile: +995 595 09 02 79
Email: a.zurabishvili@moe.gov.ge

ITALY

Mr. Tommaso PIACENTINI

INGEO - Dipartimento di Ingegneria e Geologia
Università degli Studi "G. d'Annunzio" Chieti-Pescara
Via dei Vestini, 31, 66100 Chieti Scalo (CH) Italy
Phone: +39-0871-355 6422 / Fax: +39-0871-355 6047
Email: tpiacentini@unich.it

MALTA

Mr. Natalino BEZZINA
Manager
Civil Protection Department
CPD Headquarters, Ta Kandja, Siggiewi, Malta
Tel: +356 7942 3133 / 2393 0000
Email: natalino.bezzina@gov.mt

MOLDOVA

Mr. Alexandru TUTU
Direction of Prevention and Public Relations
Civil Protection and Emergency Situations Service
Chisinau, Moldova
Tel: +373 22 73 85 04
Email: presa@dse.md

MONTENEGRO

Ms. Biljana CULAFIC
Jerevanska 24, 81000 Podgorica, Montenegro
Email: biljana.culafic68@gmail.com

RUSSIAN FEDERATION

Mr. Sergey CHASHNIKOV
Counsellor
Russian Embassy in Sofia
Bld. Dragan Tsankov 53, Sofia, Bulgaria
Email: schashnikov@yandex.ru

Dr. Igor VESELOV
Permanent Mission of the Russian Federation to the European Union
Tel: +32494188142
Email: igorveselov2@rambler.ru; veselov@mchs.gov.ru

Ms. Zalina KABULOVA
Head of Department of International relations
Russian Union of Rescuers
Tel/fax: 7 (499) 401 77 86 / Mob: 7 (985) 875 03 07
8 Str. Solovinnaya Roshcha, 125466 Moscow, Russian Federation
Email: z.kabulova@ruor.org

UNITED KINGDOM

Mr. Garry Johnathan DE LA POMERAI
C/O Magnetic Technologies
LLC P.O. Box 27559 Dubai
United Arab Emirates
Email: soluzioninfo@aol.com

BULGARIA

Mrs. Antoaneta BOYCHEVA
Head of International Cooperation, NATO, EU and Humanitarian Operations Department
DG Fire Safety and Civil Protection, Ministry of Interior
Republic of Bulgaria
Tel: + 359 2 960 10 221
E-mail: agboycheva.160@mvr.bg

Mrs. Vesela IVANOVA

Expert, Prevention Activities Unit at State Control Department of Critical Infrastructure, Prevention and Control Directorate, DG Fire Safety and Civil Protection, Ministry of Interior
Republic of Bulgaria
Tel: + 359 2 982 11 78
Email: vkivanova.160@mvr.bg

Mr. Georgi PETROV

Inspector at State Control Department of Critical Infrastructure, Prevention and Control Directorate, DG Fire Safety and Civil Protection
Ministry of Interior, Sofia, Bulgaria
Tel: + 359 2 960 10 293
Email: gzpetrov.160@mvr.bg

Mr. Kolio KOLEV

Director, European Centre for Risk Prevention (ECRP)
Vitosha blvd. 4, Sofia 1000, Bulgaria
Tel.: +359 2 9883554
Mobile: +359 888 929704
Email: Kolio.kolev@ecrp.bg

Mrs. Milena IVANOVA

Expert First Aid and Health Education, Bulgarian Red Cross Youth
76, James Boucher Blv., 1407 Sofia
E-mail: m.panayotova@redcross.bg

Mr. Tsvetan GEORGIEV

International Cooperation Department, European Programmes, Projects and International Cooperation Directorate, Ministry of Youth and Sports
75 Vasil Levski Blvd, 1040 Sofia
Tel: + 359 2 930 05 75
E-mail: tsvetan.georgiev@mpes.government.bg

Mrs. Diana DIMITROVA

Head of "Coordination and Projects", Program Department Bulgarian National Radio
Tel:
Email: dimitrova.d@bnr.bg

Ms. Lilyana TODOROVA

Expert, International Cooperation, NATO, EU and Humanitarian Operations Department
DG Fire Safety and Civil Protection, Ministry of Interior
Republic of Bulgaria
Tel: + 359 2 960 10 253
Email: lgtodorova.160@mvr.bg

Ms. Evgenya VLADIMIROVA

Expert, International Cooperation, NATO, EU and Humanitarian Operations Department
DG Fire Safety and Civil Protection, Ministry of Interior
Republic of Bulgaria
Tel: + 359 2 960 10 243
Email: evvladimirova.160@mvr.bg

Mr. Svetlin STANEV

Expert, International Cooperation, NATO, EU and Humanitarian Operations Department
DG Fire Safety and Civil Protection, Ministry of Interior
Republic of Bulgaria
Tel: + 359 2 960 10 271
Email: sdstanev.160@mvr.bg

Mrs. Nikolet ZAGRALOVA

Expert, International Cooperation, NATO, EU and Humanitarian Operations Department
DG Fire Safety and Civil Protection, Ministry of Interior
Republic of Bulgaria
Tel: + 359 2 960 10 265
Email: fire.ic@abv.bg

EXECUTIVE SECRETARIAT OF THE EUR-OPA MAJOR HAZARDS AGREEMENT

Mr Francesc PLA, Adjoint au Secrétaire Exécutif / Deputy to the Executive Secretary
Democratic Governance Directorate
Tel: +33 3 90 21 4930 / Fax: +33 3 88 41 2787 / E-mail: francesc.pla@coe.int

Ms Tanya MONTANARI, Finances and Administration
Democratic Governance Directorate
Tel: +33 3 88 41 30 27 / Fax: +33 3 88 41 2787 / E-mail: tanya.montanari@coe.int

INTERPRETERS

Ms. Vera GEORGIEVA
Email: vera.georgieva20@gmail.com

Ms. Gergana ALYAKOVA
Email: gergana.alyakova@gmail.com

APOLOGIZED

ALGERIA

Mme Fattoum LAKHDARI

Directeur, CRSTRA - Centre Euro-Méditerranéen de recherche scientifique et technique sur les régions arides
Omar El Barnaoui
Campus Universitaire BP 1682 RP 07000 Biskra, Algérie
Tel : +213.33.73.4214 / 8443 - Fax +213 33 74 18 15
Email: Crstra_biskra@yahoo.fr; crstra_biskra@hotmail.fr; crstra@crstra.dz

ANDORRA

Mr. Joan FORNER ROVIRA

Deputy Permanent Representative
Permanent Representation of the
Principality of Andorra to the Council of Europe
Strasbourg, France

BOSNIA AND HERZEGOVINA

Ms. Jovana ANDELIC

Senior Associate for Cooperation with
International Institutions and Organizations
Protection and Rescue Sector
Ministry of Security
Trg BiH 1, 71 000 Sarajevo, Bosnia and Herzegovina
Phone: 00 387 33 492 733 / Fax: 00 387 33 492 795
www.msb.gov.ba

BULGARIA

Ms. Lyubomira RAEVA

Expert, International Cooperation, NATO, EU and Humanitarian Operations Department
DG Fire Safety and Civil Protection, Ministry of Interior
Republic of Bulgaria
Tel: + 359 2 960 10 286
Email: lkraeva.160@mvr.bg

Mrs. Lyubka ALIPIEVA

Ministry of Education and Science
2A Knyaz Aleksander Dondukov Blvd., Sofia
Tel: + 359 2 921 74 62
E-mail:

FRANCE

Mr. Christian BIGAUT

Observatoire National de la sécurité des établissements scolaires
110 rue de Grenelle 75357 Paris 07 SP, France
Email : christian.bigaut@education.gouv.fr
Web : <http://education.gouv.fr/ons>

MORROCO

Monsieur Khalid MARGAA

Administrateur principal/point focal UNISDR
Ministère Environnement
9, avenue al araar secteur 16 hay ryad
Rabat, Maroc
Tel : 00212661706054 / Fax : 00212537576645
Email : margaa@environnement.gov.ma

ROMANIA

Mr Emil-Sever GEORGESCU

Director of the European Centre for Buildings' Rehabilitation,
National Institute for research and development in building urbanism and sustainable territorial development Urban
(INCERC)
266, Pantelimon Str, 021652 Bucharest, Romania
Tel: +4021 255 78 66 - 0040740166591 / Fax: +4021 255 00 62
Email: ssever@incerc2004.ro

TURKEY

Mr. Ahmet DEMIRTAŞ

Director of Disaster and Emergency Training Center
Prime Ministry Disaster and Emergency Management Presidency – Disaster and Emergency Training Centre
Ugur Mumcu Mah. Istanbul Yolu 10. Km No: 300 Yenimahalle – Ankara, Turkey
Email: Ahmet.demirtas@afad.gov.tr

Mr. Çetin ÇAVUŞ

Training Coordinator/Translator
Prime Ministry Disaster and Emergency Management Presidency – Disaster and Emergency Training Centre
Ugur Mumcu Mah. Istanbul Yolu 10. Km No: 300 Yenimahalle – Ankara, Turkey
Email: Cetin.cavus@afad.gov.tr

Annexe 3 : Conclusions



Conférence internationale

« Développer une culture de prévention à travers une meilleure sensibilisation aux risques de catastrophes parmi les enfants et les adolescents »

9 - 11 décembre 2015

Sofia (Bulgarie)

CONCLUSIONS

La Conférence internationale « Développer une culture de prévention à travers une meilleure sensibilisation aux risques de catastrophes parmi les enfants et les adolescents » a eu lieu au centre de conférences du Vitosha Park Hotel à Sofia (Bulgarie) les 10 et 11 décembre 2015.

La conférence a été organisée et accueillie par le ministère de l'Intérieur bulgare, en particulier la DG Sécurité incendie et Protection civile, conjointement avec le Secrétariat de l'Accord EUR-OPA Risques Majeurs, dans le cadre d'une série d'initiatives de la Présidence bulgare du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Le but de la conférence – rassembler des experts et des praticiens pour faire le bilan des progrès et des bonnes pratiques et poursuivre l'élaboration de méthodes pour le développement d'une culture de la prévention en vue d'améliorer la résilience des enfants et des adolescents en cas de catastrophe – a été atteint. La conférence a également marqué le début du Plan à moyen terme 2016-2020 de l'Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs (EUR-OPA).

Des représentants des États membres de l'Accord EUR-OPA et des experts du ministère de l'Éducation et des Sciences de la Bulgarie et d'autres institutions nationales dotées de compétences pertinentes dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation aux risques de catastrophe parmi les enfants et les adolescents ont participé à la conférence.

Suite aux divers exposés et aux discussions auxquels ils ont donné lieu, les participants ont conclu à la nécessité de :

- Promouvoir l'inclusion de la formation à la RRC dans les futurs programmes d'enseignement scolaire, afin d'assurer la sensibilisation générale aux risques des générations à venir

La longue expérience de la Bulgarie en matière de mise en œuvre de curriculums RRC spécifiques dans toutes les écoles montre qu'une telle approche est faisable et efficace, même au niveau national.

- Encourager les initiatives d'enseignants et de directeurs d'écoles visant à développer des mesures spécifiques d'éducation à la RRC dans les écoles, en particulier au moyen de la formation adéquate des enseignants et des activités hors-programme

Les initiatives menées en Croatie sous l'égide de la DPPI-SEE et visant à impliquer directement les directeurs d'écoles et les enseignants de la région dans la formation à la RRC semblent être un bon moyen de promouvoir ces initiatives.

- Soutenir les efforts de toutes les personnes impliquées (au niveau local, national et international) dans des actions spécifiques de ce type en leur fournissant des outils adaptés pour faciliter la mise en œuvre

Le travail mené par des universitaires dans des écoles primaires et secondaires d'Italie est apparu comme un bon exemple de méthode pour améliorer la connaissance des risques parmi les élèves.

- Faciliter le lancement d'initiatives pionnières en dehors de l'école comme les activités consacrées à la RRC, aux premiers soins et à la sécurité pendant les vacances scolaires

L'expérience russe d'organisation de camps d'été (nationaux et internationaux) semble être un exemple réussi d'activités extrascolaires de sensibilisation des jeunes.

- Mettre à profit les possibilités offertes par les nouvelles technologies et soutenir les méthodes plus attrayantes pour les enfants et les adolescents

L'utilisation de l'internet dans l'initiative BeSafeNet comme moyen de diffusion de connaissances de base sur les risques montre les potentialités qu'offrent ces nouveaux outils pour les enseignants et pour l'auto-formation.

- Faire participer les parents et les grands-parents à toutes les activités de RRC, afin de bénéficier de leurs connaissances et de leur expérience

L'initiative de l'Arménie pour faire participer les parents aux tests d'évaluation de la sécurité des écoles a montré l'intérêt de la coopération entre les parents et l'administration scolaire en ce domaine.

- Inciter les écoles à désigner un point focal pour coordonner et déléguer l'élaboration d'une stratégie détaillée de RRC.

L'expérience chypriote de participation de certains enseignants et/ou agents administratifs dans chaque école semble être un bon moyen de stimuler la mise en œuvre de la RRC.

- Prendre soigneusement en compte dans les plans d'urgence et lors de l'actualisation des évaluations de risques les impacts indirects pour la sécurité des écoles, par exemple ceux liés aux changements d'utilisation des bâtiments et/ou aux risques environnementaux.

La décision du Royaume-Uni d'interdire la localisation de terrils de rebuts de charbon à proximité des écoles après la catastrophe d'Aberfan en 1966 a montré l'importance de prendre en compte aussi la zone environnante.

- Encourager l'utilisation collaborative des ressources existantes au moyen d'une interaction plus grande entre les écoles dans le traitement de toutes les questions de RRC

Le développement de l'Initiative mondiale pour une école sûre sous la direction de l'UNISDR est apparu comme une opportunité positive de travail en réseau entre les écoles intéressées dans toute l'Europe.

- Développer, dans le cadre du Plan de travail 2016-17 de l'Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs, des initiatives pratiques pour promouvoir les propositions ci-dessus

Le recensement des expériences concrètes à l'intérieur des États membres permettrait d'identifier les lacunes importantes et de rendre possible l'élaboration d'outils adéquats pour y remédier.

Les participants remercient également les autorités bulgares pour leur accueil et pour la qualité de l'organisation de la conférence.